



## Contre les ennemis de la paix, imposer le droit !

Les masques sont tombés : les États-Unis de Donald Trump en reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël ont montré le cas qu'ils font du droit international et affiché publiquement leur soutien inconditionnel aux politiques d'Israël.

Ils ont choisi la violence de l'occupation, la colonisation, les démolitions, les arrestations, les transferts forcés de population, l'annexion de territoires, le maintien de la population de Gaza sous un blocus inhumain contre le droit, contre le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, contre la recherche de la paix.

Les condamnations de cette décision ont été quasi unanimes à l'exception du gouvernement israélien et de ses relais aux États-Unis ou en France ; ce gouvernement est ainsi conforté dans ses politiques extrémistes de violation du droit international et des droits humains.

C'est dans ce contexte très particulier qu'un criminel de guerre, Benyamin Netanyahu, sera reçu à Paris le 10 décembre par le Président de la République et rencontrera le Conseil des Affaires Étrangères de l'Union Européenne le lendemain.

Pour nous comme pour beaucoup de citoyens français, il ne peut être considéré comme un interlocuteur normal et il n'est pas le bienvenu en France. Le Président de la République devra, au-delà de la condamnation de la décision de Donald Trump concernant Jérusalem, rappeler de manière ferme et publique la condamnation par la France des violations quotidiennes et permanentes du droit international par le pouvoir israélien. Sur des questions plus spécifiques à la France, ne sauraient être passées sous silence l'interdiction faite récemment à des élus de la République française de se rendre en Israël et en Palestine ni la détention administrative dont est victime Salah Hamouri depuis maintenant plus de 3 mois.

Le Président de la République ne peut en rester à de simples condamnations verbales de la politique de fait accompli menée par Israël et encouragée par les États-Unis. Regretter, déplorer, espérer, autant d'appréciations et de vœux dépourvus de sens face à un État qui a fondé sa politique sur la force et le fait accompli. Cela n'a jamais en quoi que ce soit permis d'obtenir une quelconque avancée vers la paix.

Il est temps pour la France comme pour les États européens de sortir de l'hypocrisie et de rompre avec cette culture de l'impunité au bénéfice d'Israël synonyme de démission et d'impuissance politique.

La France doit aujourd'hui prendre ses responsabilités : elle doit reconnaître l'État de Palestine et faire savoir à Netanyahu que les violations du droit seront sanctionnées. Force doit revenir au droit.

En faisant entendre le langage du droit contre celui de la force, elle peut et doit jouer un rôle moteur dans une nouvelle politique enfin au service de la paix. C'est ce que nous attendons du Président de la République et du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères.

Le Bureau national de l'AFPS  
8 décembre 2017